

En France, le système des prélèvements obligatoires contribue-t-il à la réduction des inégalités de revenus ?

Introduction de la synthèse :

Accroche :

Les récentes comparaisons interdéciles ont montré les inégalités de revenus entre les populations. En 2012, 20% des français les plus riches gagnent 4,6 fois plus que 20% des français les plus pauvres. Face à ce constat, plusieurs problématiques peuvent en découler dont une majeure. La place et le rôle de l'Etat face ces inégalités.

Définition des termes figurant dans la question :

L'Etat agit en mettant en place un système de prélèvements obligatoires. Ils regroupent à la fois les impôts et taxes, ainsi que les cotisations sociales (il s'oppose au système fiscal en ce sens). Le système des prélèvements obligatoires fait donc référence à l'intervention fiscale et sociale de l'Etat, c'est-à-dire aux actions menées par l'Etat pour modifier la répartition du revenu national dans le sens d'une réduction des inégalités sociales et d'une amélioration de la protection sociale.

Problématique (reformulation) :

Nous allons donc nous interroger, sur la capacité de l'Etat à mettre en place des actions pertinentes et efficaces au regard de son objectif de réduction des inégalités sociales.

Annonce du plan :

Afin de répondre à cette problématique, un plan structuré en deux parties sera proposé. Sa structuration permettra de mettre en avant les arguments allant en faveur d'une réduction des inégalités ainsi que les éléments qui contribuent à montrer que le modèle fiscal français s'essouffle et vient très peu diminuer les inégalités sociales.

Développement :

- I- Plusieurs arguments semblent démontrer que le système des prélèvements obligatoires contribue à la réduction des inégalités de revenus en France ...
 - A) La progressivité de l'impôt sur le revenu
 - B) Le rôle redistributif des services publics
- II- ... mais d'autres arguments semblent au contraire démontrer que ce système a un impact faible sur la réduction des inégalités de revenus.
 - A) Le faible poids des impôts progressif
 - B) La TVA principal impôt contribuant à creuser l'écart de revenus

Conclusion :

L'impact positif de l'intervention sociale de l'État ne fait aucun doute au regard des différents documents statistiques. L'État met bel et bien en place des actions permettant de réduire les inégalités de revenus. Cependant, force est de constater que l'État qu'à contrario, l'État, à travers son système de prélèvements obligatoires qui se veut redistributif, ne parvient que faiblement à réduire ces inégalités voire même les accentue (cotisations sociales dégressives pour les plus riches).

Ouverture :

D'autres acteurs de l'environnement économique viennent accompagner l'État dans sa démarche en alliant l'économique et le social. Il s'agit de l'économie sociale et solidaire qui aujourd'hui représente 10% d'emploi en France.